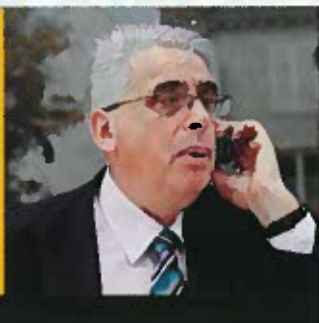


LES DÉFIS DE LA VILLE DITE « INTELLIGENTE »

Jean-Pierre SUEUR

- ▶ Sénateur socialiste et républicain du Loiret
- ▶ Vice-président de la commission des Lois du Sénat
- ▶ Membre de la délégation du Sénat à la prospective



La notion de « ville intelligente » ou de « ville connectée » - soyons fidèles à la langue française ! - est évidemment trompeuse. Ce n'est pas la ville qui est intelligente, mais celles et ceux qui la construisent, la modèlent, l'équipent, y vivent. De même, il n'y a de « villes connectées » que parce que des êtres humains veulent échanger entre eux et s'en donnent les moyens.

Ce serait une autre erreur que de considérer que la révolution numérique et la multiplication exponentielle des objets connectés

ne concerneraient que les seules villes. C'est l'ensemble des territoires, y compris les territoires ruraux et les territoires structurés par des villes moyennes, qui sont concernés puisque, par opposition aux industries de jadis, qui ont joué un rôle non négligeable dans le développement du phénomène urbain, le numérique doit pouvoir être partout un facteur de développement - ce qui impose en particulier que l'on mette fin, dans des délais rapides, aux « zones blanches » du numérique qui existent encore dans nombre de territoires.

Cela doit être dit car il ne faudrait pas qu'en centrant le discours relatif aux considérables potentialités du numérique sur les seules villes, voire les grandes villes, on renforce le sentiment qu'on oublie les habitants des autres territoires qui, de la même manière, ont pu craindre lorsqu'on a créé et multiplié les métropoles, de voir celles-ci accaparer une part importante du dynamisme, de l'activité et de la « valeur » à leur détriment.

Enfin, ce serait encore une erreur que de tant valoriser certains secteurs des villes en les affectant d'un label d'excellence en matière d'intelligence numérique ou de réseaux et de connexions que cela aurait pour conséquence de confiner ou de reléguer les autres secteurs urbains dans « l'ancien monde ». Et ces autres secteurs, ce serait naturellement les faubourgs, les banlieues et les quartiers dits « de la politique de la ville ». Or c'est toute la ville qui doit bénéficier de la révolution numérique. Celle-ci peut et doit permettre de développer l'interactivité à l'intérieur de l'ensemble d'une aire urbaine plutôt que d'accroître les inégalités en son sein.

On voit là le premier défi qu'induit la notion de « villes intelligentes » ou « villes connectées ». Soit on aggrave la fracture numérique à l'intérieur du monde urbain ou à l'intérieur de l'ensemble des territoires, et c'est un échec. Soit, au contraire, le développement, partout, des réseaux, des connexions, des objets connectés réduit les fractures et permet à chacune et à chacun d'avoir davantage accès à la formation, aux savoirs, à la culture, à la vie démocratique, à la vie sociale - et ce sera une réussite.

D'autres défis doivent également être relevés, et d'abord celui d'une meilleure vie démocratique. Je ne pense pas que l'essor du numérique puisse dispenser des procédures et des institutions de la vie démocratique que nous connaissons bien : élections, constitution d'assemblées élues, prise de décisions par celles-ci, etc. Mais il est clair que les nouveaux outils qu'apporte la révolution numérique doivent permettre une participation accrue des citoyens aux choix qui sont faits et le développement du dialogue en temps réel entre les citoyens et les élus.

Un autre défi est lié au respect des libertés et aux sécurités nécessaires. Il est clair que l'univers numérique doit être un espace de droit, ce qui suppose qu'on y respecte les droits des personnes, leur intégrité, leur vie privée - en bref leurs droits. Cela ne va pas de soi et suppose nombre de procédures de contrôle qui doivent, elles aussi, relever de la démocratie. ●

« c'est toute la ville qui doit bénéficier de la révolution numérique »